



Grève le 9 avril 2015,

La crise, c'est eux,
la solution, c'est nous!



Journée interprofessionnelle d'action et de grève. Manifestation nationale à Paris

Il y en a assez des prétendues réformes qui ne conduisent qu'à de nouveaux sacrifices, de nouveaux reculs sociaux, à l'exemple de la proposition de loi Macron. CGT, FO, FSU et Solidaires invitent les salarié-es, les retraité-es et les privé-es d'emplois, du privé et du public, à agir tous ensemble et à prendre leurs affaires en main !

Depuis plus de quarante ans, on nous rabâche, de crise en crise, qu'il faut se serrer la ceinture sans autre résultat que la dégradation de notre qualité de vie et de nos conditions de travail.

Le problème, ce ne sont pas des salaires trop élevés, trop peu de temps passé au travail ou encore l'âge de départ en retraite.

Pour sortir de la crise, il faut investir dans des mesures sociales, pour une véritable relance de l'économie, pour des services publics accessibles à tous sur tout le territoire, pour une politique industrielle et énergétique créatrice de richesses et d'emplois, pour répondre à des priorités sociales.

Pour une autre répartition des richesses, nous revendiquons :

- l'augmentation des salaires dans les entreprises privées comme dans la fonction publique, la hausse des minima sociaux, la revalorisation des pensions pour les retraité-es ;
- l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes, alors que l'écart se situe aujourd'hui à 27% et 40% à la retraite. L'égalité salariale d'ici 2024 permettrait de résoudre 46% des problèmes des caisses complémentaires ;
- une réduction du temps de travail avec des embauches correspondantes ;
- des créations d'emplois pour combattre le chômage et améliorer les conditions de travail ;
- le développement des prestations sociales (santé, retraites, indemnisation du chômage...).

Oui, de l'argent, il y en a, beaucoup trop pour les actionnaires et pas assez pour les salarié-e-s !

Les récents chiffres publiés sont sans appel : les dividendes versés aux actionnaires restent maintenus à un haut niveau, par contre les investissements baissent. La France se situe sur la troisième marche du podium mondial en ce qui concerne les faveurs envers les actionnaires. Un salarié travaille aujourd'hui plus de six semaines pour rémunérer les actionnaires, contre deux semaines, il y a trente ans ! Où est la modernité ?

Les entreprises du CAC 40 ont réalisé +30% de profits en 2014, soit 60 milliards

d'euros. C'est le coût du capital qui est le véritable problème ! S'y attaquer, c'est trouver des solutions pour sortir de la crise.

A longueur d'antenne, économistes, experts, se relaient pour accréditer l'idée, portée par le Medef et le gouvernement que la solution à nos problèmes serait d'accepter de nouveaux sacrifices.

La pression est d'abord exercée sur les salaires. Tandis que les agents de la fonction publique connaissent depuis 2010 le gel du point d'indice, programmé pour



se prolonger encore, les salarié-es du secteur privé se voient opposer la compétitivité des entreprises. Il leur faudrait accepter la baisse des salaires pour sauvegarder l'emploi. Cet argumentaire pourtant bien rodé ne correspond pas à la réalité tant l'appauvrissement des salariés devient un nouveau facteur récessif. **Ensemble, nous devons le 9 avril contester l'opposition « emploi contre salaires ».**

Les retraité-es aussi sont concerné-es. Les réformes successives des retraites ont réduit les pensions. Et celles-ci sont gelées en 2015 ; pour la suite l'indexation sur les prix pourrait être remise en cause.

Les négociations qui s'ouvrent sur les retraites complémentaires AGIRC/ARRCO en sont un nouvel exemple. Ce sont les salarié-e-s et les retraité-e-s qui devraient assumer le manque de recettes de ces caisses en cotisant plus longtemps tout en voyant leur pension de retraite diminuer.



Ces politiques perpétuent des destructions d'emploi, au prétexte de redéploiement, et des restrictions budgétaires ne permettant pas aux agents de remplir toutes leurs

missions de service public et d'offrir ainsi un service à la hauteur des besoins sociaux partout sur le territoire.

Nous rejetons le plan d'économies de 54 milliards sur les dépenses publiques et sociales, dont 10 milliards sur l'assurance maladie, 3 milliards sur les hôpitaux,... ainsi que la diminution des dotations aux collectivités dont l'objectif principal est la baisse de la « masse sala-

riale ».

Ces politiques consistant à chaque fois à culpabiliser et à « faire payer » ceux qui n'ont que le fruit de leur travail comme revenu, c'est l'austérité.

Les salarié-e-s ne sont pas dupes. Ce début d'année est marqué par de nombreux conflits sociaux dans différentes professions comme la santé, l'énergie, les transports avec les routiers, les cheminots, la chimie, etc. Des conflits sont marqués par des succès en matière de salaires, de primes obtenues, d'emploi.

Un exemple parlant : l'entreprise Sanofi.

D'un côté, 5,5 milliards de profits dont 3,7 versés en dividendes aux actionnaires (soit l'équivalent de 50 000 euros de richesses annuelles créées par salarié) ; une augmentation de ces dividendes pour la 21^e année consécutive ; une prime de bienvenue de 4 millions d'euros pour le nouveau PDG.

De l'autre, des licenciements, notamment dans les activités de la recherche et le développement ; une baisse des investissements ; le refus d'accorder une prime de 120 euros pour des salarié-es posté-es.

Le 6 mars, leur lutte a permis de gagner une augmentation de 80 euros net de leur prime de poste, des embauches en CDI et l'investissement dans l'outil de production.

Ces luttes, on les retrouve dans de nombreux pays européens à l'image des métallurgistes allemands qui viennent d'obtenir une augmentation générale de 3,4%.

Oui, le progrès social est possible aujourd'hui !

La journée du 9 avril doit constituer une étape de mobilisation des salarié-es dans chaque entreprise et établissement public pour construire collectivement un autre avenir social et économique.

Le 9 avril, moi aussi, j'en suis !!!

Ensemble, imposons d'autres choix !

TOUTES ET TOUS EN GREVE, EN MANIFESTATION À PARIS

Départ en bus de Dole / Lons : 6H - 5 euros - manif place d'Italie à 13H

Inscription auprès de la Cgt : ud39@cgt.fr et de la Fsu : fsu39@fsu.fr